

2ème réunion ordinaire de 2018

RAPPORT DE M. LE PRÉSIDENT

SERVICE :

DIRECTION DES FINANCES

Service Central de la Gestion Comptable

N° 3.11

objet : **COMPTE ADMINISTRATIF 2017**

Le Compte Administratif a pour objet de présenter les résultats de l'exécution du budget principal ainsi que des cinq budgets annexes : le parc zoologique de Clères, la crèche départementale, le restaurant administratif, le laboratoire agrovétérinaire et le parc départemental.

Le Compte Administratif compare à cette fin les prévisions de dépenses et de recettes aux réalisations, c'est à dire aux dépenses mandatées et aux titres de recettes émis. Il décrit les réalisations tant en investissement qu'en fonctionnement. Le compte administratif permet, en outre, de constater les résultats de clôture.

La présentation du compte administratif selon l'instruction comptable M.52

Notre Assemblée a décidé de voter le budget optant pour la présentation par nature. C'est donc ainsi que le compte administratif de l'exercice 2017 est présenté avec en annexe du document budgétaire une présentation par fonction.

A la clôture de l'exercice, le vote du compte de gestion et du compte administratif constituent l'arrêté des comptes du Département. Il permet de dégager le résultat de fonctionnement, le solde d'exécution de la section d'investissement ainsi que les restes à réaliser des deux sections. Le solde d'exécution de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser fait ressortir soit un excédent, soit un besoin de financement. Dans ce dernier cas, le résultat excédentaire de la section de fonctionnement doit être affecté en priorité à la couverture intégrale de ce besoin de financement de la section d'investissement.

Un rapport spécifique proposera, à l'occasion de cette même séance, l'affectation du résultat 2017, issu du compte administratif.

1 Budget Départemental

1.1 Investissement

1.1.1 Les recettes d'investissement

Pour l'exercice 2017, les recettes d'investissement (arrondies à l'euro), s'établissent, par chapitre budgétaire, comme suit :

Chapitre	Description	Budget primitif 2017	Autorisations budgétaires 2017	Compte administratif 2017	Taux de réalisation
001	Solde d'exécution de la section d'investissement	-	-	-	0,00%
021	Virement de la section de fonctionnement (recettes)	13 843 700	115 743 137	-	0,00%
040	Opérations d'ordre de transferts en section	92 250 000	94 946 322	107 885 646	113,63%
041	Opérations patrimoniales	1 000 000	245 501 844	43 176 818	17,59%
sous-total mouvements d'ordre		107 093 700	456 191 302	151 062 464	33,11%
024	Produit de cessions des immobilisations	3 000 000	3 000 000	-	0,00%
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 800 000	85 975 610	87 757 022	102,07%
13	Subventions d'investissement	16 594 425	16 252 396	18 074 982	111,21%
16	Emprunts et dettes assimilées	305 700 000	254 695 596	112 816 000	44,29%
20	Immobilisations incorporelles	-	-	-	0,00%
204	Subventions d'équipement versées	-	-	70 898	0,00%
21	Immobilisations corporelles	-	-	196 023	0,00%
23	Immobilisations en cours	-	254 132	576 783	226,96%
27	Autres immobilisations financières	2 157 000	2 159 000	2 534 817	117,41%
4544209	Aménagement foncier A 150 Croixmare-Barentin (Recettes)	265 000	265 000	164 494	62,07%
Sous-total mouvements réels		340 516 425	362 601 734	222 191 018	61,28%
Total		447 610 125	818 793 037	373 253 482	45,59%

Les recettes d'investissement s'élèvent à 373.253.481,71 € dont 222.191.017,96 € de recettes réelles (hors opérations d'ordre budgétaire).

Les principales recettes réelles d'investissement sont constituées :

- des emprunts mobilisés à hauteur de 86.000.000 € en 2017. L'encours de la dette départementale au 31/12/2017 est ainsi de 1.133.890.264,57 €, en diminution de 30 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2016. Pour les détails de la gestion de la dette départementale et de la trésorerie 2017, je vous renvoie au rapport spécifique présenté au cours de cette même session,
- du F.C.T.V.A. (chapitre 10) pour 16.081.411,36 €,
- de la Dotation Départementale d'Équipement des Collèges (chapitre 13) pour 7.805.917,00 €.

Alors que pour les opérations de cessions, les inscriptions budgétaires sont positionnées en recette d'investissement (chapitre 024), les réalisations des opérations de cessions constituent des recettes de fonctionnement (chapitre 77, article 775). Ainsi, le taux de réalisation du chapitre 024 est à 0 %, conformément aux modalités d'écritures liées aux sorties de biens de l'actif.

1.1.2 Les dépenses d'investissement

Pour l'exercice 2017, les dépenses d'investissement (arrondies à l'euro), s'établissent, par chapitre budgétaire, comme suit :

Libellé	Description	Budget Primitif 2017	Autorisations budgétaires 2017	Compte administratif 2017	Taux de réalisation
040	Opérations d'ordre de transferts en section	4 727 000	4 013 321	14 351 912	357,61%
041	Opérations patrimoniales	1 000 000	245 501 844	43 176 818	17,59%
sous-total mouvements d'ordre		5 727 000	249 515 165	57 528 730	23,06%
13	Subventions d'investissement	5 000	5 000	-	0,00%
16	Emprunts et dettes assimilées	254 238 000	255 788 000	142 828 534	55,84%
20	Immobilisations incorporelles	2 991 938	3 342 934	2 902 623	86,83%
204	Subventions d'équipement versées	78 610 165	66 885 928	47 638 193	71,22%
21	Immobilisations corporelles	9 112 069	7 297 295	4 812 977	65,96%
23	Immobilisations en cours	93 726 142	78 837 129	69 267 271	87,86%
27	Autres immobilisations financières	2 786 000	2 791 700	2 037 401	72,98%
4544109	Aménagement foncier A150 Croixmare-Barentin (Dépenses)	18 000	16 299	-	0,00%
4544110	Aménagement foncier liaison A28-A13 (Dépenses)	225 000	100 000	-	0,00%
Sous-total mouvements réels		441 712 314	415 064 285	269 486 999	64,93%
001	Solde d'exécution de la section d'investissement	-	131 675 610	-	100,00%
020	Dépenses imprévues (dépenses)	170 812	22 537 977	-	0,00%
Total		447 610 125	818 793 037	327 015 729	39,94%

Les dépenses d'investissement, pour 2017, sont de 327.015.728,55 € dont 269.486.998,79 € de dépenses réelles (hors opérations d'ordre), ramenés à 126.658.464,59 € si l'on ne retient que les dépenses réelles hors gestion de la dette départementale.

Les principales dépenses réelles de la section d'investissement sont réparties par grandes catégories :

- Les dépenses de subventions d'équipement versées (chapitre 204) pour : 47.638.192,73 €.
- Les dépenses d'équipement direct (chapitres 20, 21, 23 et 454) pour : 76.982.871,19 €.
- Les dépenses financières et prêts (chapitres 16 et 27) pour : 144.865.934,87 €.

L'évolution du taux de réalisation des dépenses d'investissement d'équipements départementaux sur les 5 derniers exercices (2013 à 2017) a été la suivante :

Taux de réalisation	2013	2014	2015	2016	2017
Équipements départementaux (comptes 20, 21, 23)	87,77%	91,18%	96,13%	92,49%	86,04%
Équipements non départementaux (compte 204)	85,19%	86,84%	81,20%	83,06%	71,22%

La diminution du taux de réalisation des équipements non départementaux (subventions versées) s'explique notamment par des décalages ou des allongements de calendriers de travaux des partenaires que nous soutenons au travers de subventions.

Par ailleurs, la répartition des dépenses d'investissement (arrondies à l'euro) en application de la segmentation budgétaire stratégique est la suivante :

Politique sectorielle	Secteur d'intervention	Budget primitif 2017	Autorisations budgétaires 2017	Compte administratif 2017
DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	ACTION ECONOMIQUE ET EN FAVEUR DE L'EMPLOI	589 156	490 965	131 432
	AGRICULTURE, ELEVAGE, FORET	1 727 058	984 136	770 399
	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	26 969 007	23 041 383	17 538 784
	AMENAGEMENT FONCIER	813 213	332 182	110 557
	AMENAGEMENT NUMERIQUE	1 481 000	1 481 000	634 701
	COMMERCE ET ARTISANAT	250 000	41 704	41 704
	DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	1 131 724	535 228	296 667
	INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	3 256 886	2 856 076	2 510 613
	PECHE	266 106	106 102	18 466
	POLITIQUE HABITAT	11 453 325	11 207 128	7 756 239
	Total	47 937 475	41 075 904	29 809 562
EDUCATION, CULTURE ET SPORTS	COLLEGES PRIVES	1 827 669	1 796 720	1 689 543
	COLLEGES PUBLICS	35 346 786	27 966 509	22 422 321
	CONSTRUCTION ET SOUTIEN SCOLAIRE HORS COLLEGES	3 953 276	3 914 292	2 188 729
	CULTURE ET PATRIMOINE	4 655 640	4 302 630	3 889 511
	JEUNESSE	248 046	248 046	248 046
	SPORT	2 289 785	2 289 785	2 048 157
	Total	48 321 202	40 517 982	32 486 307
FONCTIONNEMENT INTERNE	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	4 505 765	1 394 257	1 141 161
	CHARGES DE PERSONNEL	35 000	35 000	13 020
	DETTE	254 238 000	255 788 000	142 828 534
	EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION	5 488 235	5 511 251	5 011 410
	FONCTIONNEMENT GENERAL	3 320 854	157 626 699	3 077 574
	MOUVEMENTS D'ORDRE ET MIXTES	5 727 000	249 515 165	57 528 730
	Total	273 314 854	669 870 372	209 600 429
MOBILITE, SECURITE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	AIDE AUX AUTRES ROUTES ET AUTOROUTES	500 000	500 000	230 237
	AIDE AUX ROUTES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES	4 000 000	3 956 000	2 263 075
	BACS DEPARTEMENTAUX	3 278 138	1 832 004	1 429 271
	DEPLACEMENTS DOUX	5 751 616	5 092 796	4 672 417
	LITTORAL ET BERGES DE LA SEINE	2 758 905	1 838 322	745 858
	LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	6 932	10 647	8 679
	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	2 580 601	1 880 232	613 140
	QUALITE DE L'EAU	5 796 989	4 804 379	3 137 936
	ROUTES DEPARTEMENTALES	36 996 265	35 557 210	32 975 029
	SECURITE	3 317 556	3 930 047	3 714 214
TRANSPORTS DE PERSONNES	3 308 994	1 920 533	1 209 136	
	Total	68 295 997	61 322 170	50 998 991
SOLIDARITES HUMAINES	A.P.A. ET PERSONNES AGEES	5 007 000	3 761 505	2 641 854
	COOPERATION INTERNATIONALE	192 147	183 861	152 438
	ENFANCE FAMILLE	1 303 021	948 894	564 017
	FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES SOCIALES	2 220 600	354 038	156 825
	PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	630 165	422 780	275 377
	PMI - SANTE PUBLIQUE	387 664	335 530	329 930
	Total	9 740 598	6 006 608	4 120 439
Total		447 610 125	818 793 037	327 015 729

L'évolution du taux de réalisation se répartit sur les politiques sectorielles sur les 4 exercices de la manière suivante :

	2014	2015	2016	2017
Secteur d'intervention	% réalisation sur voté	% réalisation sur voté	% réalisation sur voté	% réalisation sur voté
DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	88,26%	89,73%	83,26%	72,57%
EDUCATION, CULTURE ET SPORTS	89,04%	89,96%	93,17%	80,18%
MOBILITE, SECURITE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	90,89%	92,03%	90,17%	83,17%
SOLIDARITES HUMAINES	83,22%	69,02%	69,64%	68,60%
FONCTIONNEMENT INTERNE	26,18%	42,73%	33,22%	31,29%

1.1.3 Solde d'exécution et besoin de financement de la section d'investissement

Le résultat global des dépenses et recettes de la section d'investissement laisse apparaître, au 31 décembre 2017, un solde d'exécution déficitaire de 85.437.856,93 €.

1.2 Fonctionnement

1.2.1 Les recettes de fonctionnement

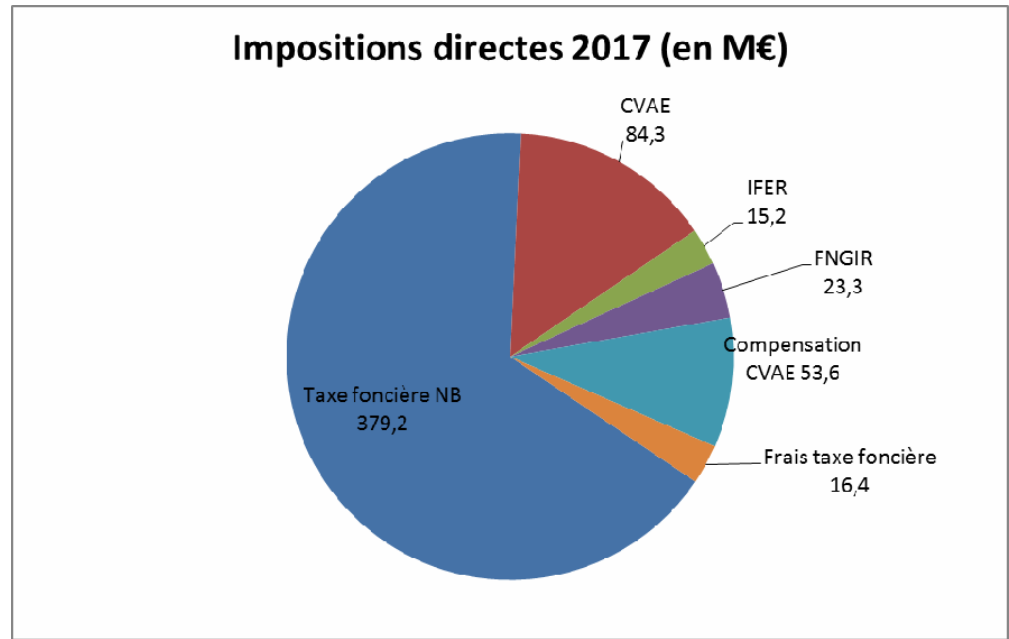
Pour l'exercice 2017, les recettes de fonctionnement (arrondies à l'euro), s'établissent, par chapitre budgétaire, comme suit :

Chapitre	Description	Budget primitif 2017	Autorisations budgétaires 2017	Compte administratif 2017	Taux de réalisation
042	Opérations d'ordre de transferts entre	4 727 000	4 013 321	14 351 912	357,61%
sous-total mouvements d'ordre		4 727 000	4 013 321	14 351 912	357,61%
002	Résultat de fonctionnement	-	131 500 963	-	0,00%
013	Atténuations de	550 400	550 400	631 284	114,70%
015	Revenu minimum	50 000	50 000	108 011	216,02%
016	APA	47 750 000	48 018 479	43 877 767	91,38%
017	Revenu de solidarité	1 850 000	2 967 027	2 886 905	97,30%
70	Produits des services, du domaine et ventes	2 820 282	3 023 782	2 578 515	85,27%
73	Impôts et taxes	432 301 829	440 778 228	461 742 136	104,76%
731	Impositions directes	515 021 513	515 699 406	572 079 824	110,93%
74	Dotations, subventions et	319 952 700	318 396 990	261 249 541	82,05%
75	Autres produits de gestion courante	57 414 004	57 798 543	63 609 625	110,05%
76	Produits financiers	1 278 000	1 278 000	1 284 754	100,53%
77	Produits	822 000	1 108 840	7 620 424	687,24%
78	Reprises sur amortissements et	9 525 947	10 597 306	10 597 306	100,00%
Sous-total mouvements réels		1 389 336 675	1 531 767 963	1 428 266 090	93,24%
Total		1 394 063 675	1 535 781 284	1 442 618 002	93,93%

Ainsi, les recettes de fonctionnement s'élèvent à 1.442.618.001,92 € dont 14.351.911,61 € de recettes d'ordre.

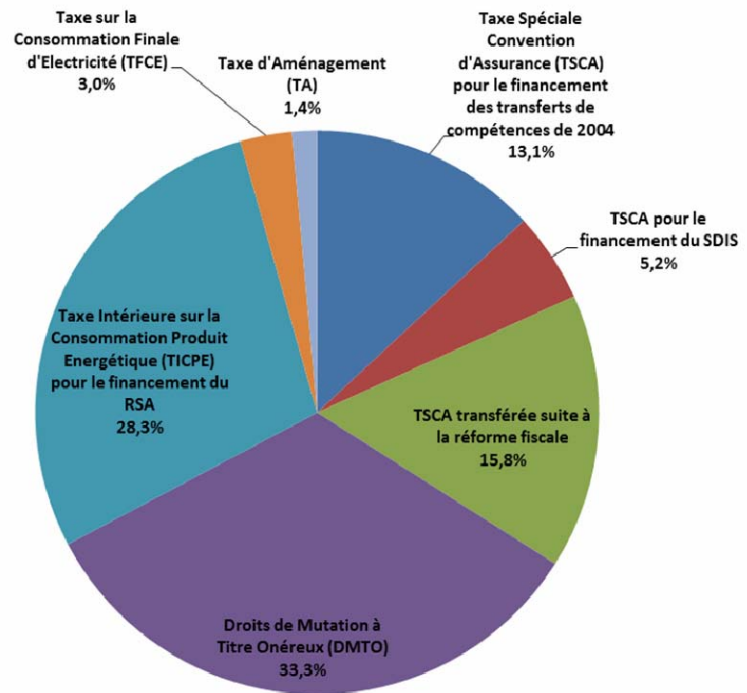
Les principales recettes réelles de fonctionnement sont :

- Le produit de la "fiscalité directe", soit 572.079.823,99 €, composé de la façon suivante :



Il convient de souligner qu'en 2017 le montant de la CVAE perçu par le Conseil Départemental a fortement diminué du fait du transfert à la Région de la compétence transport. Ce transfert a engendré une baisse de la part de la CVAE perçue par les Départements, qui est passée de 48,5% à 23,5%. En conséquence, la part de la CVAE dans les recettes fiscales est passée, en Seine-Maritime, de 26,3% à 14,7%. Cette diminution se trouve partiellement atténuée par une compensation CVAE reversée par la Région au Département, mise en œuvre pour la première fois en 2017.

- Le produit de la "fiscalité indirecte", 461.742.135,60 €, est composé principalement par la taxe sur les conventions d'assurance (TSCA à hauteur de 149 M€), les Droits de Mutations à Titre Onéreux (DMTO à hauteur de 144,47 M€), la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE à hauteur de 124,1 M €). Sa répartition est la suivante :



On observera que le produit des DMTO a été particulièrement dynamique en 2017, enregistrant une progression de 17% par rapport à 2016.

- Les dotations notamment versées par l'État (D.G.D, D.G.F. et compensations fiscales), ainsi que les autres participations de tiers, soit 261.249.540,58 €. La seule DGF a diminué d'environ 19 millions d'euros entre 2016 et 2017. Il convient de rappeler qu'entre 2013 et 2017, la D.G.F. du Département a baissé de près de 64M€.
- Les recouvrements, au titre de la participation aux dépenses d'aide sociale, sur les collectivités publiques, les caisses de sécurité sociale et organismes de prévoyance et les ayants droits et d'autres produits de gestion courante soit 59.294.971,09 €.

1.2.2 Les dépenses de fonctionnement

Pour l'exercice 2017, les dépenses de fonctionnement (arrondies à l'euro), s'établissent, par chapitre budgétaire, comme suit :

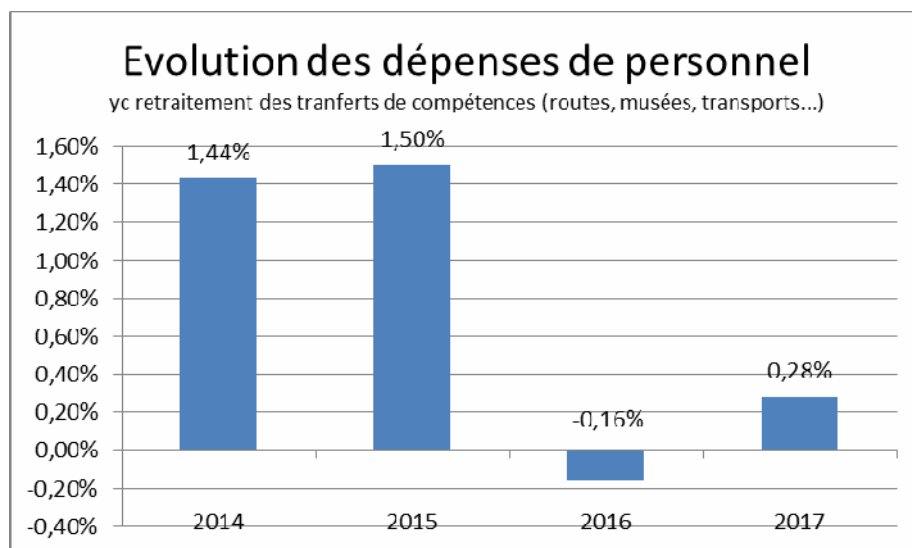
Chapitre	Description	Budget primitif 2017	Autorisations budgétaires 2017	Compte administratif 2017	Taux de réalisation
023	Virement à la section d'investissement	13 843 700	115 743 137	-	0,00%
042*	Opérations d'ordre de transferts entre sections	92 250 000	94 946 322	107 885 646	113,63%
sous-total mouvements d'ordre		106 093 700	210 689 458	107 885 646	51,21%
002	Résultat de fonctionnement reporté	-	-	-	0,00%
011	Charges à caractère général	86 187 827	88 578 319	79 663 199	89,94%
012	Charges de personnel et frais assimilés	226 150 849	226 981 137	222 036 402	97,82%
014	Atténuations de produits	8 544 000	10 906 523	10 903 881	99,98%
015	Revenu minimum d'insertion	-	37 074	37 074	100,00%
016	APA	134 275 000	134 335 000	128 804 496	95,88%
017	Revenu de solidarité active	262 968 194	263 304 943	257 557 599	97,82%
022	Dépenses imprévues (dépenses)	116 396	28 794 830	-	0,00%
65	Autres charges de gestion courante	533 860 070	535 270 848	523 058 597	97,72%
6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus	667 440	667 440	577 043	86,46%
66	Charges financières	34 218 250	34 937 500	31 526 135	90,24%
67	Charges exceptionnelles	981 950	1 278 212	814 955	63,76%
68	Dotations aux amortissements et provisions	-	-	-	0,00%
sous-total mouvements réels		1 287 969 975	1 325 091 825	1 254 979 380	94,71%
Total		1 394 063 675	1 535 781 284	1 362 865 026	88,74%

*les opérations de cessions constituent des opérations d'ordre neutralisées en section de fonctionnement, ce qui conduit à un taux de réalisation au chapitre 042 supérieur aux prévisions.

Les dépenses de fonctionnement s'établissent donc à 1.362.865.025,73 € dont 1.254.979.380,08 € de dépenses réelles (hors opérations d'ordre).

Les principales dépenses concernent :

- Les dépenses au titre des chapitres globalisés relatifs au RSA (chapitre 017) et à l'APA (chapitre 016) : respectivement 257.557.598,91€ et 128.804.496,22 €,
- Les charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012), hors charges de personnel sur d'autres chapitres globalisés 222.036.401,79 €. En y adjoignant les dépenses de personnel constatées au titre de l'APA et du RSA, l'évolution des dépenses de personnel sur les 4 dernières années (retraitée des transferts de compétences routes, musées, FAJ, prévention spécialisée et transports) est la suivante :



- Les dépenses à caractère général (chapitre 011) : 79.663.198,52 €. Par ailleurs, la réalisation du chapitre budgétaire 014 comprend la contribution du Département au fonds de solidarité des Départements et au fonds de péréquation de la CVAE pour un montant total de 10.903.880,91 €.

En détail, selon la segmentation budgétaire stratégique, l'ensemble des dépenses de la section de fonctionnement se répartit comme suit :

Politique sectorielle	Secteur d'intervention	Autorisations budgétaires 2017	Compte administratif 2017	Taux de réalisation
DEVELOPPEMENT DES TERRITOIRES	ACTION ECONOMIQUE ET EN FAVEUR	2 052 599,16	1 651 704,60	80,47%
	AGRICULTURE, ELEVAGE, FORET	976 447,66	876 927,94	89,81%
	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	69 000,00	64 557,91	93,56%
	AMENAGEMENT FONCIER	65 750,00	11 727,26	17,84%
	AMENAGEMENT NUMERIQUE	1 171 000,00	686 907,00	58,66%
	DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	2 253 257,13	2 014 375,56	89,40%
	INFRASTRUCTURES PORTUAIRES	1 867 043,07	1 751 143,68	93,79%
	PECHE	232 187,00	207 850,00	89,52%
	POLITIQUE HABITAT	7 217 924,00	5 631 995,80	78,03%
	TRANSPORTS MARITIMES	23 850 000,00	23 840 408,52	99,96%
TOTAL	39 755 208,02	36 737 598,27	92,41%	
EDUCATION, CULTURE ET SPORTS	COLLEGES PRIVES	5 649 734,45	5 649 605,80	100,00%
	COLLEGES PUBLICS	69 186 069,30	66 845 481,10	96,62%
	CULTURE ET PATRIMOINE	6 870 494,16	6 515 046,94	94,83%
	JEUNESSE	930 720,00	766 076,32	82,31%
	PROMOTION DE LA CITOYENNETE	567 318,25	537 669,40	94,77%
	SPORT	6 206 201,97	5 307 891,95	85,53%
	TOTAL	89 410 538,13	85 621 771,51	95,76%
FONCTIONNEMENT INTERNE	BATIMENTS ADMINISTRATIFS	1 591 165,95	1 352 093,68	84,98%
	CHARGES DE PERSONNEL	161 593 500,07	157 824 672,22	97,67%
	COMMUNICATION	2 391 906,45	2 183 171,77	91,27%
	DETTE	34 873 000,00	31 526 134,71	90,40%
	EQUIPEMENT DE L'ADMINISTRATION	1 571 547,97	1 473 558,78	93,76%
	FONCTIONNEMENT DES INSTANCES	4 354 925,00	4 205 152,65	96,56%
	FONCTIONNEMENT GENERAL	70 302 277,88	37 339 989,31	53,11%
	MOUVEMENTS D'ORDRE ET MIXTES	210 689 458,36	107 885 645,65	51,21%
	RESSOURCES	12 490 523,00	11 969 813,40	95,83%
TOTAL	499 858 304,68	355 760 232,17	71,17%	
MOBILITE, SECURITE ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	BACS DEPARTEMENTAUX	2 011 950,15	1 975 948,96	98,21%
	DEPLACEMENTS DOUX	139 455,52	104 988,07	75,28%
	LITTORAL ET BERGES DE LA SEINE	712 496,50	502 913,26	70,58%
	LUTTE CONTRE LES INONDATIONS	150 000,00	150 000,00	100,00%
	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	2 084 863,92	1 873 583,15	89,87%
	QUALITE DE L'EAU	117 453,17	94 234,31	80,23%
	ROUTES DEPARTEMENTALES	9 970 331,52	8 489 531,27	85,15%
	SANTE ET PROTECTION ANIMALE	-	3 435,89	0,00%
	SECURITE	45 956 910,00	45 863 298,77	99,80%
	TRANSPORTS DE PERSONNES	34 001 621,45	33 127 076,71	97,43%
TOTAL	95 145 082,23	92 178 138,61	96,88%	
SOLIDARITES HUMAINES	A.P.A. ET PERSONNES AGEES	204 204 715,65	198 187 492,98	97,05%
	COOPERATION INTERNATIONALE	283 959,58	230 496,70	81,17%
	ENFANCE FAMILLE	183 618 200,00	179 185 132,28	97,59%
	FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES	3 691 009,94	2 855 288,43	77,36%
	LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	401 875,00	343 732,54	85,53%
	PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	154 223 227,64	152 936 693,17	99,17%
	PMI - SANTE PUBLIQUE	3 193 606,24	3 089 353,03	96,74%
	R.S.A. - POLITIQUE D'INSERTION	261 995 556,64	255 739 096,04	97,61%
TOTAL	811 612 150,69	792 567 285,17	97,65%	
TOTAL GENERAL	1 535 781 283,75	1 362 865 025,73	88,74%	

Si l'on retient uniquement les dépenses relevant des solidarités - 792.567.285,17 € - on observe la répartition suivante :

Politique sectorielle: SOLIDARITES	Autorisations budgétaires 2017	Compte administratif 2017
A.P.A. ET PERSONNES AGEES	204 204 716	198 187 493
Aide à domicile P.A.	357 200	355 190
Aide struct. à vocation sanitaires et sociales P.A.	5 553 824	4 986 458
APA à domicile	86 496 365	82 205 660
APA en établissements	47 503 635	46 410 129
Familles d'accueil P.A.	189 303	189 303
Hébergement en établissements	64 104 388	64 040 752
COOPERATION INTERNATIONALE	283 960	230 497
Autres coopérations internationales	66 331	51 252
Burkina Faso	210 384	176 244
Solidarité internationale	7 245	3 000
ENFANCE FAMILLE	183 618 200	179 185 132
Accueil en établissement E.F.	114 899 855	114 042 741
Accueil familial E.F.	10 680 828	10 292 645
Aide à domicile E.F.	20 339 365	18 638 502
Aide au surendettement	1 000	-
Aide struct. à vocation sanitaires et sociales E.F.	3 930 701	3 622 469
Bourses d'enseignement et ARC	2 000 000	1 989 956
Divers prestations	414 905	338 605
FAJD - Fonds d'aide aux jeunes	712 975	572 682
Formations	317 700	264 003
Frais de santé	194 100	176 959
Prévention spécialisée	1 266 772	1 266 772
Rémunérations charges assistants familiaux	28 859 999	27 979 796
FONCTIONNEMENT DES STRUCTURES	3 691 010	2 855 288
Aide au fonctionnement des structures à vocation sanitaires et sociales	500 000	341 344
Bâtiments et matériels structures	1 357 747	1 269 132
Frais d'exploitation structure	1 833 263	1 244 812
LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS	401 875	343 733
Subventions en faveur de la lutte contre les discriminations	401 875	343 733
PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP	154 223 228	152 936 693
Aide à domicile P.H.	39 040 637	38 606 458
Aide struct. à vocation sanitaires et sociales P.H.	6 918 422	6 918 422
Familles d'accueil P.H.	1 888 299	1 888 299
Hébergement en établissements	97 771 177	97 717 687
Maisons départementales des personnes handicapées	2 027 592	1 859 061
Transports scolaires enfants en situation de handicap	6 577 100	5 946 765
PMI - SANTE PUBLIQUE	3 193 606	3 089 353
Aide struct. vocat sanit PMI	353 254	329 996
Remboursement à prestataires	1 873 450	1 830 251
Vaccination, médical et paramédical	966 902	929 107
R.S.A. - POLITIQUE D'INSERTION	261 995 557	255 739 096
Actions d'insertion et prestations extérieures RSA	9 531 306	8 170 930
Aides complémentaires - Contrats aidés RSA	800 000	533 657
Allocations individuelles et contractuelles RSA	1 000	71
Référents RSA	1 516 877	1 399 986
Subventions RSA	317 800	317 706
Versement aux caisses allocations RSA	249 828 574	245 316 745
Total	811 612 151	792 567 285

Ces dépenses reprennent les interventions directes et obligatoires pour l'aide sociale et la solidarité à l'exclusion des dépenses de personnel et des charges indirectes et frais de fonctionnement courant qui sont retracés dans les autres rubriques.

1.2.3 Le résultat de fonctionnement :

Au-delà de l'exécution, la collectivité a procédé au rattachement des charges pour 34.973.550,98 € dont 5.717.852,32 € d'Intérêts Courus Non Echus, et au rattachement de produits pour 4.639.690 €.

Compte tenu de ces opérations de rattachement, le résultat de l'exercice 2017 de la section de fonctionnement laisse apparaître un excédent de 79.752.976,19 €, qui, en incluant le résultat antérieur reporté de 131.500.962,52 € (y compris la reprise du résultat de l'ATD76 à hauteur de 35.714,05 €) fait apparaître au 31/12/2017 un excédent cumulé de la section de fonctionnement de 211.253.938,71 €.

1.3 Présentation des résultats consolidés de l'exercice 2017 :

SECTION D'INVESTISSEMENT			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A = B + C	327 015 728,55	373 253 481,76	46 237 753,21
Mouvements d'ordre (B)	57 528 729,76	151 062 463,80	93 533 734,04
Mouvements réels (C)	269 486 998,79	222 191 017,96	-47 295 980,83
Résultat reporté 2016 (001)	131 675 610,14		-131 675 610,14
Résultat de clôture 2017	458 691 338,69	373 253 481,76	-85 437 856,93

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires D = E + F	1 362 865 025,73	1 442 618 001,92	79 752 976,19
Mouvements d'ordre (E)	107 885 645,65	14 351 911,61	-93 533 734,04
Mouvements réels (F)	1 254 979 380,08	1 428 266 090,31	173 286 710,23
Résultat 2016 (002)			
affectation au besoin de financement de la section d'investissement		131 500 962,52	131 500 962,52
Résultat reporté 2016 <i>dont affecté au legs du G^{al} Lerond</i> <i>dont reprise des résultats de l'ATD76</i>	-	131 500 962,52 20 489,26 35 714,05	131 500 962,52
Résultat de clôture 2017	1 362 865 025,73	1 574 118 964,44	211 253 938,71

TOTAL BUDGETAIRE DES DEUX SECTIONS			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A + D	1 689 880 754,28	1 815 871 483,68	125 990 729,40
Mouvements d'ordre B + E	165 414 375,41	165 414 375,41	-
Mouvements réels C + F	1 524 466 378,87	1 650 457 108,27	125 990 729,40
Résultat reporté 2016	131 675 610,14	131 500 962,52	- 174 647,62
Résultat de clôture 2017	1 821 556 364,42	1 947 372 446,20	125 816 081,78

Le solde d'exécution de la section d'investissement, est arrêté au 31 décembre 2017 à - 85.437.856,93 € et correspond au besoin de financement.

Avec le résultat antérieur reporté sur 2017 de 131.500.962,52 €, le résultat excédentaire de la section de fonctionnement s'établit au 31 décembre 2017 à 211.253.938,71 €.

Cet excédent brut disponible au 31 décembre 2017 doit être diminué de 20.489,26 € correspondant à l'excédent des recettes grevées d'affectation spéciale constituées des revenus du legs du Général Lerond, reporté sur la section de fonctionnement.

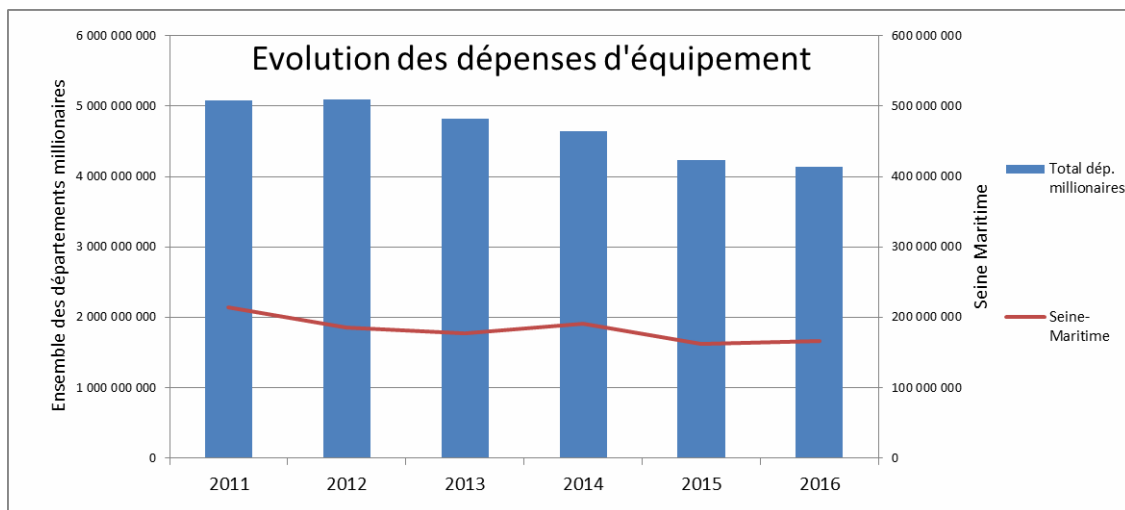
C'est donc sur un résultat affectable de 211.233.449,45 € au titre du Compte Administratif 2017 que l'assemblée plénière devra se prononcer.

1.4 Présentation des principaux éléments d'analyse financière du CA 2017

Après avoir été un des rares Départements à augmenter ses dépenses d'investissement en 2016, le Département de la Seine-Maritime connaît en 2017 une réfaction des dépenses d'équipement (ch. 20, 21, 23, 204, 27, 45) qui atteignent 126,7M€. Cette évolution est notamment liée à :

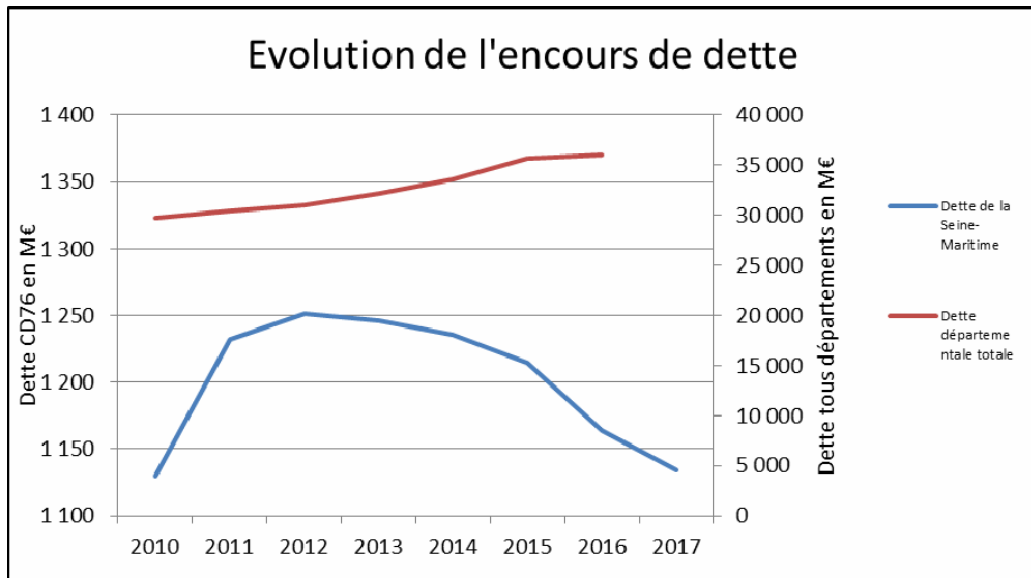
- des décalages de travaux concernant les collèges (exemple : Yerville, du fait de la nécessité de réaliser des fouilles archéologiques complémentaires retardant d'autant l'avancée des travaux prévus). L'année 2016 a été marquée également par la fin d'un cycle de construction, et l'adoption, en juin 2016, d'un nouveau PPI collèges. Celui-ci a été lancé en 2017 et trouvera sa traduction financière à partir de 2019.
- Une diminution des subventions versées, du fait de décalages ou d'allongement des calendriers de réalisation des travaux de nos partenaires subventionnés.

Il convient à ce propos de souligner la tendance à la diminution de ces dépenses sur la période 2011 - 2016, qui est conforme à celle de l'ensemble des Départements millionnaires, comme le montre le graphique ci-dessous :

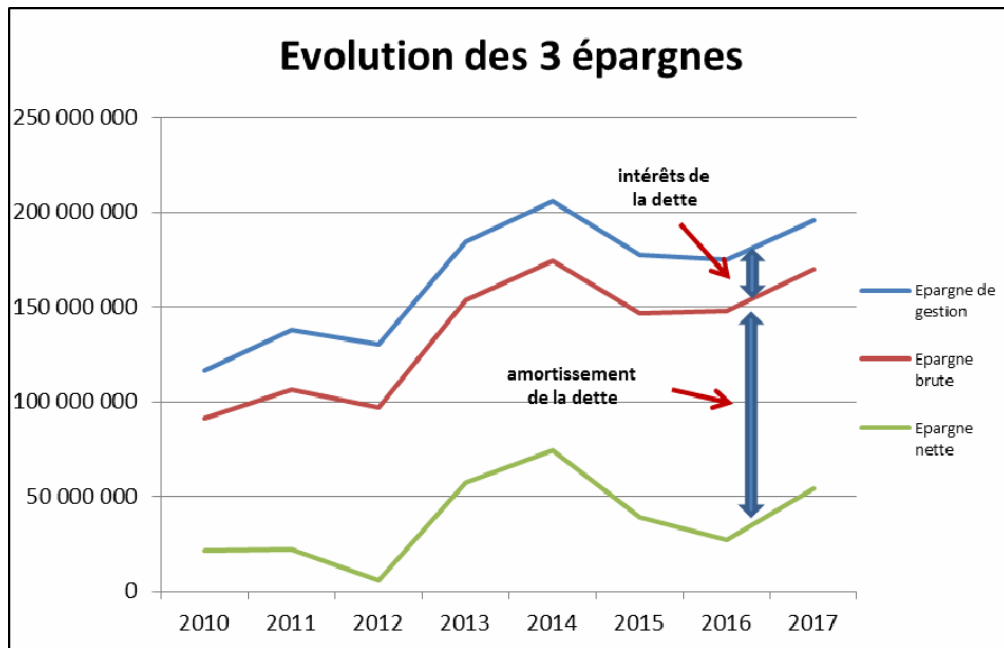


D'autre part, la dette du Département poursuit sa diminution, conformément aux objectifs fixés. L'encours de la dette a en effet décré de plus de 100M€ entre 2015 et 2017. Le Département de la Seine-Maritime n'est plus le Département le plus endetté de France par habitant, c'est désormais le Département de la Seine-Saint-Denis.

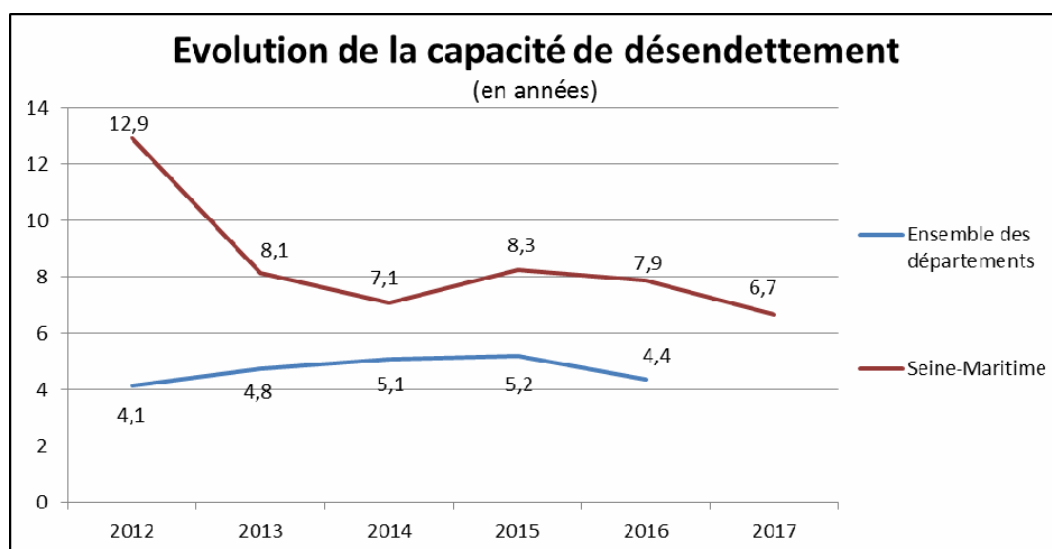
Le graphique ci-dessous présente l'évolution de l'encours de dette de la Seine-Maritime (axe de gauche) à celle de la dette de l'ensemble des Départements (axe de droite).



Par ailleurs, la chute de l'épargne est endiguée, et se consolide en 2017, comme le détaille le graphique ci-dessous :



La baisse de la dette, conjuguée à une amélioration de l'épargne, permet naturellement de constater une capacité de désendettement qui s'améliore :



Ces éléments synthétiques de présentation de la situation financière révèlent l'amélioration des ratios financiers du Département, à taux de fiscalité constant. Ces résultats financiers permettent d'envisager avec détermination et confiance le pacte financier 2018-2020 entre l'État et le Département, proposé à l'examen de cette même réunion du Conseil Départemental.

2 Les budgets annexes :

Le Département, en plus de son budget principal, dispose de cinq budgets annexes. Les opérations afférentes aux budgets du Restaurant Administratif, du Parc Zoologique de Clères, du Laboratoire Agrovétérinaire et du Parc départemental sont comptabilisées selon les normes de l'instruction budgétaire et comptable M52, et celles afférentes au budget de la Crèche Administrative relèvent quant à elles de l'instruction budgétaire et comptable M22.

Les opérations des budgets annexes ont été clôturées aux mêmes dates que celles du budget principal. Les résultats généraux de l'exercice 2017 sont les suivants :

2.1 Budget annexe du Parc zoologique de Clères :**SECTION D'INVESTISSEMENT**

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A = B + C	243 946,31	675 532,10	431 585,79
Mouvements d'ordre (B)	23 333,00	334 025,15	310 692,15
Mouvements réels (C)	220 613,31	341 506,95	120 893,64
Résultat reporté 2016 (001)	189 829,05		-189 829,05
Résultat de clôture 2017	433 775,36	675 532,10	241 756,74

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires D = E + F	2 434 204,33	2 434 204,33	-
Mouvements d'ordre (E)	334 025,15	23 333,00	-310 692,15
Mouvements réels (F)	2 100 179,18	2 410 871,33	310 692,15

Résultat 2016 (002)			-
affectation à besoin de financement de la section d'investissement			-
Résultat reporté 2016	-	-	-

Résultat de clôture 2017	2 434 204,33	2 434 204,33	-
--------------------------	--------------	--------------	---

TOTAL BUDGETAIRE DES DEUX SECTIONS

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A + D	2 678 150,64	3 109 736,43	431 585,79
Mouvements d'ordre B + E	357 358,15	357 358,15	-
Mouvements réels C+ F	2 320 792,49	2 752 378,28	431 585,79
Résultat reporté 2016	189 829,05	-	-189 829,05
Résultat de clôture 2017	2 867 979,69	3 109 736,43	241 756,74

Compte tenu du résultat reporté en dépense de la section d'investissement de -189.829,05 € établi au 31 décembre 2016, le solde d'exécution au 31 décembre 2017 de la section d'investissement s'établit à 241.756,74 €.

Le résultat de fonctionnement au 31/12/2017 est quant à lui égal à 0€ et tient compte du versement d'une subvention d'équilibre prélevée sur le budget principal (chapitre 65 article 65821 fonction 314) pour un montant de 1.689.815,90 €.

2.2 Budget annexe de la Crèche départementale :

SECTION D'INVESTISSEMENT			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A = B + C	103 437,53	143 219,54	39 782,01
Mouvements d'ordre (B)	94 328,02	143 219,54	48 891,52
Mouvements réels (C)	9 109,51		-9 109,51
Résultat reporté 2016 (001)			0,00
Résultat de clôture 2017	103 437,53	143 219,54	39 782,01

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires D = E + F	1 070 555,71	1 070 555,71	-
Mouvements d'ordre (E)		94 328,02	-
Mouvements réels (F)	1 070 555,71	976 227,69	- 94 328,02
Résultat 2017 (002)			-
affectation au besoin de financement de la section d'investissement			-
Résultat reporté 2016	-	-	-
Résultat de clôture 2017	1 070 555,71	1 070 555,71	-

TOTAL BUDGETAIRE DES DEUX SECTIONS			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A + D	1 173 993,24	1 213 775,25	39 782,01
Mouvements d'ordre B + E	94 328,02	237 547,56	143 219,54
Mouvements réels C + F	1 079 665,22	976 227,69	- 103 437,53
Résultat reporté 2016	-	-	-
Résultat de clôture 2017	1 173 993,24	1 213 775,25	39 782,01

Le résultat global des comptes du budget annexe de la crèche départementale fait apparaître un excédent de 39.782,01 € en raison de régularisation d'écritures d'amortissements conduisant à un excédent du même montant constaté au niveau du résultat de clôture en investissement.

De son côté, le résultat de fonctionnement s'établit à 0 € et est obtenu du fait du versement d'une subvention d'équilibre prélevée sur le budget principal (chapitre 65 article 65821 fonction 52) pour un montant de 553.861,12 €.

2.3 Budget annexe du Restaurant Administratif :**SECTION D'INVESTISSEMENT**

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A = B + C	69 169,18	133 624,09	64 454,91
Mouvements d'ordre (B)		133 624,09	133 624,09
Mouvements réels (C)	69 169,18		-69 169,18
Résultat reporté 2016 (001)		129 316,35	129 316,35
Résultat de clôture 2017	69 169,18	262 940,44	193 771,26

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires D = E + F	1 786 120,90	1 786 120,90	-
Mouvements d'ordre (E)	133 624,09		-133 624,09
Mouvements réels (F)	1 652 496,81	1 786 120,90	133 624,09

Résultat 2016 (002)			-
affectation à besoin de financement de la section d'investissement			-
Résultat reporté 2016			-

Résultat de clôture 2017	1 786 120,90	1 786 120,90	-
--------------------------	--------------	--------------	---

TOTAL BUDGETAIRE DES DEUX SECTIONS

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A + D	1 855 290,08	1 919 744,99	64 454,91
Mouvements d'ordre B + E	133 624,09	133 624,09	-
Mouvements réels C + F	1 721 665,99	1 786 120,90	64 454,91
Résultat reporté 2016	-	129 316,35	129 316,35
Résultat de clôture 2017	1 855 290,08	2 049 061,34	193 771,26

Avec un résultat reporté excédentaire au 31 décembre 2016 de 129.316,35 € le solde d'exécution de la section d'investissement au 31 décembre 2017 s'établit à 193.711,26 €.

Le résultat de fonctionnement s'établit quant à lui, au 31 décembre 2017, à 0 €.

Le résultat de fonctionnement est obtenu par le versement d'une subvention d'équilibre prélevée sur le budget principal (chapitre 65 article 65821 fonction 0202) pour un montant de 1.231.789,85 €.

2.4 Budget annexe du Parc départemental:**SECTION D'INVESTISSEMENT**

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A = B + C	1 533 197,80	1 673 412,93	140 215,13
Mouvements d'ordre (B)		1 416 679,48	1 416 679,48
Mouvements réels (C)	1 533 197,80	256 733,45	-1 276 464,35
Résultat reporté 2016 (001)		600 623,42	600 623,42
Résultat de clôture 2017	1 533 197,80	2 274 036,35	740 838,55

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires D = E + F	7 109 658,53	6 714 812,00	- 394 846,53
Mouvements d'ordre (E)	1 416 679,48		-1 416 679,48
Mouvements réels (F)	5 692 979,05	6 714 812,00	1 021 832,95
Résultat 2016 (002)		464 538,87	
affectation à besoin de financement de la section d'investissement			
Résultat reporté 2016	-		
Résultat de clôture 2017	7 109 658,53	7 179 350,87	69 692,34

TOTAL BUDGETAIRE DES DEUX SECTIONS

	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A + D	8 642 856,33	8 388 224,93	- 254 631,40
Mouvements d'ordre B + E	1 416 679,48	1 416 679,48	-
Mouvements réels C + F	7 226 176,85	6 971 545,45	- 254 631,40
Résultat reporté 2016		1 065 162,29	1 065 162,29
Résultat de clôture 2017	8 642 856,33	9 453 387,22	810 530,89

Avec un solde excédentaire au 31 décembre 2016, le solde d'exécution de la section d'investissement au 31 décembre 2017 s'établit à + 740.838,55 €.

Le résultat de fonctionnement, quant à lui, s'établit au 31 décembre 2017 à + 69.692,34 €.

2.5 Budget annexe du Laboratoire Agrovétérinaire:

SECTION D'INVESTISSEMENT			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A = B + C	228 912,62		- 228 912,62
Mouvements d'ordre (B)			-
Mouvements réels (C)	228 912,62		-228 912,62
Résultat de clôture 2017	228 912,62	-	-228 912,62
SECTION DE FONCTIONNEMENT			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires D = E + F	3 347 563,26	3 576 475,88	228 912,62
Mouvements d'ordre (E)			-
Mouvements réels (F)	3 347 563,26	3 576 475,88	228 912,62
Résultat de clôture 2017	3 347 563,26	3 576 475,88	228 912,62
TOTAL BUDGETAIRE DES DEUX SECTIONS			
	Dépenses 2017	Recettes 2017	solde
Mouvements budgétaires A + D	3 576 475,88	3 576 475,88	-
Mouvements d'ordre B + E	-	-	-
Mouvements réels C + F	3 576 475,88	3 576 475,88	-
Résultat de clôture 2017	3 576 475,88	3 576 475,88	-

Soit un équilibre global des comptes du budget annexe du Laboratoire Agrovétérinaire.

Il est toutefois à noter que le résultat de fonctionnement est obtenu du fait du versement d'une subvention d'équilibre prélevée sur le budget principal (chapitre 65 article 65821 fonction 921) pour un montant de 1.529.304,75 €.

Telles sont les principales caractéristiques du compte administratif de l'exercice 2017 du budget départemental, ainsi que des budgets annexes du Parc Zoologique de Clères, de la Crèche Départementale, du Restaurant Administratif, du Parc Départemental et du Laboratoire Agrovétérinaire que j'ai l'honneur de vous soumettre. Je vous demande, en conséquence, de bien vouloir adopter le dispositif de délibération ci-annexé.